

UNE IMPORTANTE DÉLÉGATION ALGÉRIENNE EN TOURNÉE CHEZ LE VOISIN

L'Algérie au chevet de la Libye

La paix n'est pas revenue en Libye où les deux principaux camps rivaux continuent à s'entre-déchirer. Mobilisés depuis la chute du régime El-Kaddafi, les pays voisins, l'Algérie en particulier, tentent de forcer la main aux frères ennemis et de les amener à stabiliser une situation qui menace de déborder sur la région. L'enjeu est de taille et les freins tellement nombreux...

Abla Chérif - Alger

(Le Soir) - Après une récente période de wait and see, très certainement liée aux développements politiques qu'enregistre le pays sur un plan interne, les diplomates algériens ont repris leur bâton de pèlerins pour aller plaider la parole juste en Libye où la communauté internationale n'est pas encore parvenue au but escompté. «Il faut débroussailler de manière méthodique un terrain où les embûches ont tendance à se reconstituer presque naturellement», nous confiait récemment un diplomate parfaitement au fait du «terrain» libyen. Un terrain où il a fallu d'abord réduire les capacités de nuisance des groupes de Daesh, «une véritable bande de fous qui ont réellement cru avoir réussi à conquérir l'espace leur permettant de proclamer le califat dont ils rêvent».

La guerre menée contre les bastions de l'organisation terroriste a été rude, elle se poursuit encore en partie «mais le plus gros est fait». «Ce qui se passait là-bas est complètement surréaliste, des hommes vêtus comme au Moyen-Age, tapis dans le

désert, armés jusqu'aux dents... Certaines images étaient vraiment dignes de films de fiction. Vous les imaginez prendre le pouvoir à quelques centaines de kilomètres d'Alger, ou même de Tunis...»

Aujourd'hui, Daesh ne peut plus compter sur ces principales bases arrière réduites en poussière par l'aviation libyenne appuyée par des coalisés américains et européens. Mais la paix n'est pas revenue. Et elle ne peut l'être qu'après l'obtention d'un consensus entre les principaux camps rivaux qui s'affrontent pour le pouvoir. Le schéma est connu.

D'un côté, le gouvernement national reconnu par la communauté internationale et siégeant à Tripoli sous le commandement de Faïez Essaredj, et de l'autre, le terrible général Haftar, ennemi juré des groupes terroristes, décidé à ne pas se départir de l'idée de prendre le pouvoir en Libye.

Engagée dans un processus de médiation vu d'un bon œil par l'Occident, l'Algérie a dépêché il y a quelques jours une délégation de haut rang pour tenter jus-



Abdelkader Messahel.

tement d'amener Haftar à revenir à de meilleurs sentiments. Le général avait auparavant refusé de répondre à une invitation d'Alger. Et c'est donc Alger qui est venue à lui.

Ce mercredi, un communiqué officiel a fait savoir que le ministre chargé des Affaires maghrébines, de l'Union africaine (UA) et de la Ligue arabe s'est entretenu à Benghazi avec Khalifa Haftar indiquant que la réunion s'est tenue au sein du quartier général de ce dernier.

Le texte précise que Messahel était accompagné d'une délégation de haut rang et que la réunion a porté sur «les derniers développements intervenus sur la scène politique libyenne et sur l'impératif soutien

au dialogue libyen basé sur l'accord politique et la réconciliation nationale». Plus important encore: le communiqué en question annonce la possibilité d'une révision de l'accord politique entériné il y a de longs mois et qu'il se fera «sur la base des propositions formulées par les parties libyennes». La situation s'éclaircit: le refus du général Haftar de se rendre à Alger pour prendre part à des négociations avec les parties adverses a pour origine sa décision de ne pas s'inscrire dans l'accord politique proposé en vue d'un règlement rapide de la situation. Sur certains points, du moins, puisque le texte en question fait état de «révision» et non de reformulation. Le report mystérieux du sommet tripartite

entre les Présidents algérien, libyen et égyptien pourrait partiellement s'expliquer aussi par cette situation puisque la réunion devait déboucher sur des décisions basées sur l'accord politique actuellement remis en cause par l'une des plus importantes parties libyennes. L'une des thèses formulées autour du report faisait état de l'indisponibilité du Président Bouteflika pour raisons de santé. Certaines informations avaient également mis en avant l'existence d'entraves égyptiennes à la proposition de tenir ce sommet à Alger. Mais les raisons paraissent plus profondes. Si les détails politiques remis en cause par les factions libyennes demeurent encore inconnues, il apparaît, en revanche, que la médiation algérienne est très bien accueillie en Libye où Abdelkader Messahel a été reçu très chaleureusement par la population dans toutes les villes de Libye où il s'est rendu pour une tournée qui le mènera de bout en bout de ce territoire.

Hier, la délégation algérienne s'est déplacée dans le sud du pays pour transmettre le même message qu'elle avait livré à l'Est: «Il n'y a pas d'alternative au règlement politique consensuel interlibyen loin de toute ingérence étrangère.» Rendez-vous est pris pour le démarrage d'un nouveau round de négociations.

A. C.

FRANCE / PRÉSIDENTIELLE

Fin de campagne tendue après l'attaque à Paris

L'attaque sur les Champs-Élysées à Paris, qui a coûté la vie jeudi soir à un policier, a durci la campagne présidentielle française, désormais polarisée sur la lutte antiterroriste, à deux jours du premier tour.

La fusillade, revendiquée par le groupe djihadiste Etat islamique (EI) à l'origine de la plupart des attentats qui ont fait 238 autres morts depuis 2015 en France, a blessé deux autres policiers et une touriste allemande, selon une source policière.

Un message manuscrit pro-Daesh, acronyme arabe de l'EI, a été retrouvé près du corps du tueur, Karim Cheurfi. Un Coran a également été retrouvé dans le véhicule utilisé par ce Français de 39 ans, a appris l'AFP de source proche de l'enquête.

Dès hier matin, les candidats de droite et d'extrême droite ont appelé à durcir drastiquement la lutte antiterroriste qu'ils jugent inadaptée.

Dans une déclaration aux accents martiaux, la patronne du parti Front National, Marine Le Pen, a appelé le Président socialiste François Hollande, «notoirement défaillant», à un «ultime sursaut» et à adopter immédiatement une «réponse sécuritaire plus globale». La candidate, donnée depuis des mois qualifiée au premier tour de l'élection, a

déjà musclé son discours sécuritaire et anti-immigration dans la dernière ligne droite de la campagne pour tenter de séduire les nombreux électeurs indécis.

Sur le même ton, le conservateur François Fillon a appelé à être «lucide» sur une «guerre qui sera longue» et de nouveau dénoncé le «totalitarisme islamique». Il a égrené les mesures sécuritaires draconiennes qu'il appliquerait «d'une main de fer».

La droite et l'extrême droite accusent régulièrement le pouvoir socialiste de laxisme.

Le Premier ministre Bernard Cazeneuve les a en retour accusés d'«instrumentaliser» l'attaque des Champs-Élysées, critiquant surtout Marine Le Pen qui cherche à «exploiter sans vergogne la peur et l'émotion à des fins exclusivement politiciennes».

Le jeune centriste Emmanuel Macron s'est, de son côté, présenté comme le garant de «la protection des Français» en promettant une lutte «implacable» contre le terrorisme, tout en dénonçant des «surenchères» chez ses concurrents.

L'attaque jeudi soir sur l'emblématique avenue parisienne s'est produite au moment où les onze candidats défilaient sur un plateau télévisé, dernier rendez-vous télévisé avant le vote de dimanche, au résultat toujours très incertain.

Le quatuor de tête, extrême droite, droite, centre et gauche radicale se place

dans un mouchoir de poche. M^{me} Le Pen, MM. Fillon et Macron ont annulé leurs derniers déplacements prévus avant la fin de la campagne officielle vendredi à minuit (22h GMT).

Seul le tribun de la gauche radicale à la tête de son mouvement «La France insoumise», Jean-Luc Mélenchon, a maintenu un «apéro insoumis» vendredi soir à Paris. Il a jugé qu'il fallait «démontrer que les violents n'auront pas le dernier mot contre les républicains».

«Gros effet» électoral ?

A l'issue d'un Conseil de défense, le Premier ministre a affirmé que «rien ne doit entraver le rendez-vous démocratique» de la présidentielle.

L'attentat de Paris «aura un gros effet» sur l'élection française, a prédit le Président américain Donald Trump. L'Iran a, pour sa part, condamné l'attentat tout en critiquant la politique de l'Occident pour ses «concessions» face aux «terroristes criminels» en Syrie.

Dans sa revendication jeudi soir, le groupe EI a présenté l'auteur de l'attaque comme «Abu Youssef le Belge», identification qui ne semble pas correspondre au tueur de nationalité française.

Un homme visé par un avis de recherche belge transmis jeudi aux services français s'est présenté hier matin dans un commissariat d'Anvers, selon le ministère français de l'Intérieur.

L'assaillant de Paris, Karim Cheurfi, avait déjà été condamné en 2005 à quinze ans de réclusion pour tentatives de meurtre notamment sur un policier en région parisienne. Il faisait l'objet d'une enquête antiterroriste et avait été arrêté le 23 février puis relâché le lendemain sur ordre de la justice faute d'éléments, selon des sources proches de l'enquête.

Il semble avoir agi seul jeudi mais l'enquête devra déterminer s'il a bénéficié de complicités. Son domicile a été perquisitionné jeudi soir et trois membres de son entourage étaient entendus hier selon une source judiciaire.

Salim, qui l'avait vu pour la dernière fois il y a quelques semaines, l'a décrit à l'AFP comme un type qui «a un grain». Pour un voisin, «ses actes, ses réactions, sa façon de marcher, son attitude étaient en décalage, comme s'il venait de Mars».

La France, sous le régime de l'état d'urgence depuis les attentats du 13 novembre 2015 (130 morts) vit dans la crainte de nouvelles attaques. Selon les autorités, un nouvel attentat a été déjoué mardi avec l'arrestation à Marseille (sud) de deux hommes soupçonnés de préparer «une action violente».

L'attaque des Champs-Élysées survient après plusieurs attentats en Europe ces dernières semaines: Londres (5 morts) en mars, Saint-Petersbourg début avril (15 morts) et Stockholm le 7 avril (4 morts).